

[Signature]

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES MAISONS D'EDUCATION ET
D'HEBERGEMENT DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE (319.01)

Convention collective de travail du 28 mai 2002 relative au droit au crédit-soins, le droit au crédit-carrière, le droit à la réduction volontaire des prestations de travail à partir de l'âge de 50 ans ("emplois de fin de carrière"), et d'autres régimes de fin de carrière

Chapitre 1 : champ d'application

Article 1er -

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs ressortissant à la Sous-commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande (CP 319.01).

Par travailleurs on entend le personnel ouvrier et employé masculin et féminin.

Chapitre 2 : le droit au crédit-soins

Article 2 -

Chaque travailleur, indépendamment de sa fonction, sa catégorie professionnelle, son contrat de travail ou son ancienneté, a droit à la prise de crédit-soins.

Par ce terme on entend : le travailleur qui interrompt sa carrière complètement ou partiellement pour prendre du congé palliatif, du congé pour l'assistance ou les soins procurés à un membre de la famille gravement malade, ou pour prendre du congé parental.

Article 3 -

Le travailleur qui souhaite utiliser le droit au crédit-soins maintient sa fonction et son lieu de travail originels.

Article 4 -

Les primes d'encouragement flamandes dans le cadre du crédit-soins peuvent être octroyées pendant un an au maximum au cours de la carrière professionnelle.

La prise d'une période plus courte de crédit-soins, ou de plusieurs courtes périodes, se fait suivant les réglementations des congés thématiques qui sont d'application.

Article 5 -

L'employeur mettra à disposition et signera les formulaires de demande et les documents qui sont nécessaires pour les primes en cas de crédit-soins.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR. | NR. N° 64599 | 16 | 31901
13-06-02 | 2-10-2002

Chapitre 3 : le droit au crédit-carrière

Article 6 -

Par **crédit-carrière** on entend : la suspension complète du contrat de travail dans le cadre du *Vlaam Intersectoraal Akkoord voor de social profitsector 2000-2005*, et dans le cadre de la convention collective de travail 77 bis du 19 décembre 2001 instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps, conclue au sein du Conseil national du travail, et la convention collective de travail du 11 mars 2002 relative au crédit-temps, à la diminution de carrière et à la réduction des prestations de travail à mi-temps, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des maisons d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande (CP 319.01).

Article 7 -

Le travailleur qui utilise le droit au crédit-carrière maintient sa fonction et son lieu de travail originels.

Article 8 -

Les primes d'encouragement flamandes dans le cadre du crédit-carrière peuvent être octroyées au maximum pendant un an au cours de la carrière professionnelle, sous les modalités suivantes :

- soit pour trois mois par période de cinq ans d'activité professionnelle dans le secteur concerné et avec un maximum d'un an après vingt ans d'activité professionnelle;
- soit pour douze mois après vingt ans d'activité professionnelle dans le secteur concerné.

Par secteurs on entend : les secteurs tels que mentionnés dans l'Arrêté du Gouvernement flamand concernant les primes d'encouragement dans le secteur social marchand.

Article 9 -

L'employeur mettra à disposition et signera les formulaires de demande et les documents qui sont nécessaires pour les primes en cas de crédit-carrière.

Chapitre 4 : le droit à la réduction volontaire des prestations de travail (emplois de fin de carrière) à partir de l'âge de 50 ans

Article 10 –

Chaque travailleur de 50 ans ou plus a le droit, à sa demande, conformément aux dispositions de la convention collective de travail du 11 mars 2002 relative au crédit-temps, à la diminution de carrière et à la réduction des prestations de travail à mi-temps, à l'interruption partielle de sa carrière dans le cadre de la fin de carrière (réduction des prestations de travail) et à l'Arrêté du Gouvernement flamand relatif aux primes d'encouragement dans le cadre des emplois de fin de carrière.

Cependant, pour les fonctions suivantes, l'autorisation de l'employeur sera toujours requise :

- directions
- L'éducateur/accompagnateur habitant ensemble avec les enfants ou handicapés qui a la responsabilité principale du groupe de vie



- le chef de groupe responsable de plusieurs entités
- les (ortho)pédagogues ou psychologues responsables de l'accompagnement de plusieurs unités de vie
- le chef du service social
- le chef du service administratif
- le chef du service paramédical
- le chef du service logistique
- les médecins

Article 11 –

Le travailleur qui souhaite utiliser le droit à la réduction des prestations de travail, adresse à cet effet une mention écrite à l'**employeur**, au moins trois mois calendriers avant la date d'entrée en vigueur de la réduction des prestations de travail. Dans les entreprises occupant 20 travailleurs au maximum, il faut que ce soit fait 6 mois au préalable.

De commun accord, le travailleur et l'employeur peuvent la faire entrer en vigueur déjà plus tôt que trois mois après la mention écrite.

Article 12 –

Le travailleur qui utilise la réduction des prestations de travail maintient son contrat de travail originel. Dans un annexe, l'horaire applicable et la date d'entrée en vigueur sont convenus par les parties. Le travailleur qui utilise le règlement décrit dans la présente convention collective de travail maintient sa fonction et son lieu de travail originels, à moins qu'il ne soit convenu autrement par écrit par les parties.

Article 13 -

L'employeur mettra à disposition et signera les formulaires de demande et les documents qui sont nécessaires pour les primes en cas de réduction des prestations de travail dans le cadre des emplois de fin de carrière.

Chapitre 5 : autres dispositions de fin de carrière

Article 14 - Régimes de prépension

Les parties mettent tout en oeuvre pour rendre tous les régimes de prépension qui sont ou qui seront légaux ou réglementaires applicables par conventions collectives de travail.

Article 15 - Prestations irrégulières pour travailleurs âgés de 50 ans et plus

Le travailleur de 50 ans ou plus peut introduire auprès de l'employeur la demande de ne plus être occupé pour des prestations pendant les heures de travail irrégulières (soir, nuit, weekend, jour férié) ou d'entrer en considération pour une réduction d'emploi dans ces heures de service irrégulières.

Le travailleur de 50 ans et plus peut introduire auprès de l'employeur une demande de ne plus être occupé pour des tâches d'accompagnement pendant des séjours de vacances externes.

L'employeur s'engage à examiner ces demandes de façon constructive et en vue de la recherche d'une solution, compte tenu des possibilités pédagogiques et organisationnelles des services.

Article 16 - Orientation de la carrière

Sans préjudice des dispositions en matière de congé-éducation, l'employeur approchera la demande du travailleur en matière de formation, perfectionnement ou recyclage de façon positive et il examinera les possibilités organisationnelles de sorte que ce travailleur puisse participer à ladite formation afin de s'orienter sur le déroulement de sa carrière future.

Article 17 - Examen

Les parties reconnaissent que la thématique de la fin de carrière et du travailleur de plus en plus âgé est un sujet d'importance croissante pour lequel il faut rechercher des solutions et des modalités spécifiques.

Elles mettent tout en oeuvre pour examiner toutes les possibilités en fonction de formules de travail et d'accords concrets.

Chapitre 6 : dispositions finales

Article 18 -

La présente convention collective de travail, Chapitre 2, 3 et 4, est applicable suivant toutes les dispositions et modifications éventuelles de l'Arrêté du Gouvernement flamand relatif aux primes d'encouragement pour le secteur social marchand.

La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1^{er} janvier 2001, à l'exception du Chapitre 5 qui est d'application à partir du 1^{er} juillet 1998, et est conclue pour une durée indéterminée.

La présente convention collective de travail remplace à partir de son entrée en vigueur la convention collective de travail du 19 décembre 2000 relative au droit à la réduction volontaire des prestations de travail dans le cadre de la fin de carrière (emplois de fin de carrière) à partir de l'âge de 50 ans, le droit au crédit-soins et le droit au crédit-carrière. La convention collective de travail du 1^{er} juillet 1998 relative à la fin de carrière et le droit aux régimes de départ volontaires dans le cadre de la fin de carrière est abrogée par la présente.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un délai de préavis de six mois adressé par une lettre recommandée à la poste au Président de la Sous-commission paritaire pour les maisons d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande.

Collectieve arbeidsovereenkomst van 28 mei 2002 inzake het recht op zorgkrediet, het recht op loopbaankrediet, het recht op vrijwillige vermindering van arbeidsprestaties vanaf de leeftijd van 50 jaar ("landingsbanen"), en andere eindeloopbaanregelingen

Hoofdstuk 1: toepassingsgebied

Artikel 1 -

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap (PC 319.01). Onder werknemers wordt verstaan het mannelijk en vrouwelijk werklieden- en bediendepersoneel.

Hoofdstuk 2: het recht op zorgkrediet

Artikel 2 -

Elke werknemer, ongeacht zijn/haar functie, beroepscategorie, arbeidsovereenkomst of anciënniteit, heeft recht op het nemen van zorgkrediet. Hieronder wordt verstaan: de werknemer die zijn loopbaan geheel of gedeeltelijk onderbreekt om palliatief verlof, om verlof voor bijstand of verzorging van een zwaar ziek gezins- of familielid, of om ouderschapsverlof op te nemen.

Artikel 3 -

De werknemer die gebruik wenst te maken van het recht op zorgkrediet behoudt zijn/haar oorspronkelijke functie en tewerkstellingsplaats.

Artikel 4 -

De Vlaamse aanmoedigingspremies in het kader van het zorgkrediet kunnen tijdens de beroepsloopbaan gedurende maximum één jaar worden toegekend. Het opnemen van een kortere période van zorgkrediet, of meerdere kortepériodes, gebeurt volgens de reglementeringen van de toepasselijke thematische verlopen.

Artikel 5 -

De werkgever zal de aanvraagformulieren en documenten die noodzakelijk zijn voor de premies in geval van zorgkrediet ter beschikking stellen en ondertekenen.

REGISTR.-ENREGISTR. | NR. |
1 3 -06- 2002 | 0 2-10- 2002 | N° 64592/60 | 31901

Hoofdstuk 3: het recht op loopbaankrediet

Artikel 6 -

Onder loopbaankrediet wordt verstaan: de volledige schorsing van de arbeidsovereenkomst in het kader van het Vlaams Intersectoraal Akkoord voor de social profitsector 2000-2005, en in het kader van de collectieve arbeidsovereenkomst 77 bis van 19 december 2001 tot invoering van het stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van arbeidsprestaties toteen halftijdse betrekking, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, en de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 maart 2002 betreffende het tijdskrediet, loopbaanvermindering en de vermindering tot een halftijdse betrekking, gesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse gemeenschap (PC 319.01).

Artikel 7 -

De werknemer die gebruik maakt van het recht op loopbaankrediet behoudt zijn/haar oorspronkelijke functie en tewerkstellingsplaats.

Artikel 8 -

De Vlaamse aanmoedigingspremies in het kader van het loopbaankrediet, kunnen tijdens de beroepsloopbaan gedurende maximum één jaar toegekend worden, onder volgende modaliteiten:

- hetzij voor drie maanden per période van vijf jaar beroepsactiviteit in de betrokken sector en met een maximum van één jaar na twintigjaar beroepsactiviteit;
- hetzij voor twaalf maanden na twintig jaar beroepsactiviteit in de betrokken sector.

Onder sectoren wordt verstaan: de sectoren zoals vernoemd in het Besluit van de Vlaamse regering betreffende de aanmoedigingspremies in de social profitsector.

Artikel 9 -

De werkgever zal de aanvraagformulieren en documenten die noodzakelijk zijn voor de premies in geval van loopbaankrediet ter beschikking stellen en ondertekenen.

Hoofdstuk 4: het recht op de vrijwillige vermindering van de arbeidsprestaties ("landingsbanen") vanaf de leeftijd van 50 jaar

Artikel 10 -

Elke werknemer van 50 jaar of ouder, heeft, overeenkomstig de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 maart 2002 betreffende het recht op tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van arbeidsprestaties toteen halftijdse betrekking, op zijn/haar vraag recht op de gedeeltelijke onderbreking van zijn loopbaan in het kader van de eindloopbaan (vermindering van de arbeidsprestaties) en het Besluit van de Vlaamse Regering betreffende de aanmoedigingspremies in het kader van de "landingsbanen".

Voor volgende functies blijft evenwel de toestemming van de werkgever vereist :

- directies

- de samen met de kinderen of gehandicapten inwonende opvoeder/begeleider die de hoofdverantwoordelijkheid over de leefgroep heeft
- de groepschef verantwoordelijk voor meerdere eenheden
- (ortho) pedagogen of psychologen verantwoordelijke voor de begeleiding van meerdere leefeenheden
- het hoofd van de maatschappelijke dienst
- het hoofd van de administratieve dienst
- het hoofd van de paramedische dienst
- het hoofd van de logistieke dienst
- de geneesheren.

Artikel 11 -

De werknemer die gebruik wenst te maken van het recht op de vermindering van de arbeidsprestaties, richt hiertoe een schriftelijke melding aan de werkgever, ten minste drie kalendermaanden voor de ingangsdatum van de vermindering van de arbeidsprestaties. In ondernemingen met ten hoogste 20 werknemers moet dit 6 maanden vooraf gebeuren.

In onderling akkoord kunnen de werknemer en de werkgever deze reeds vroeger dan drie maanden na de schriftelijke melding laten starten.

Artikel 12 -

De werknemer die gebruik maakt van de vermindering van de arbeidsprestaties, behoudt zijn oorspronkelijke arbeidsovereenkomst. In een bijlage wordt de toepasselijke uurregeling en de ingangsdatum ervan door partijen overeengekomen. De werknemer die gebruik maakt van de regeling beschreven in deze collectieve arbeidsovereenkomst, behoudt zijn/haar oorspronkelijke functie en tewerkstellingsplaats, tenzij door partijen schriftelijk anders wordt overeengekomen.

Artikel 13 -

De werkgever zal de aanvraagformulieren en documenten die noodzakelijk zijn voor de premies in geval van vermindering van arbeidsprestatie in het kader van de landingsbanen ter beschikking stellen en ondertekenen.

Hoofdstuk 5: andere eindeloopbaanbepalingen

Artikel 14 - Brugpensioenstelsels

Partijen stellen allés in het werk om alle brugpensioenstelsels die wettelijken reglementair zijn of zullen worden van toepassing te maken bij collectieve arbeidsovereenkomsten.

Artikel 15 - Onregelmatige prestaties voor werknemers van 50 jaar en ouder

De werknemer van 50 jaar of meer kan bij de werkgever het verzoek indienen niet meer tewerkgesteld te worden in prestaties tijdens de onregelmatige diensturen (avond-, nacht-, weekend-, feestdag) of voor een vermindering van tewerkstelling in deze onregelmatige diensturen in aanmerking te komen.

De werknemer van 50 jaar en meer kan bij de werkgever een verzoek indienen niet meer tewerkgesteld te worden in begeleidingstaken tijdens externe vakantieverblijven.

De werkgever engageert er zich toe deze verzoeken constructief en oplossingsgericht te zullen onderzoeken rekening houdende met de pedagogische en organisatorische mogelijkheden van de diensten.

Artikel 16 - Oriëntering van de loopbaan

Onverminderd de beschikkingen inzake educatief verlof, zal de werkgever de vraag van de werknemer inzake opleiding, bijscholing of herscholing positief benaderen en de organisatorische mogelijkheden onderzoeken zodat deze werknemer aan bedoelde vorming met een finaliteit om zijn verdere beroepsloopbaan in te richten, kan deelnemen.

Artikel 17 - Onderzoek

Partijen onderkennen dat de thematiek van de eindeloopbaan en de ouder wordende werknemer een in belang toenemend onderwerp is waarvoor specifieke oplossingen en modaliteiten moeten worden gezocht. Zij stellen allés in het werk om alle mogelijkheden te onderzoeken in functie van concrete werkformules en overeenkomsten.

Hoofdstuk 6: siofbepalingen

Artikel 18 -

Deze collectieve arbeidsovereenkomst, Hoofdstuk 2, 3 en 4, is toepasselijk volgens alle bepalingen en eventuele wijzigingen van het Besluit van de Vlaamse regering betreffende de aanmoedigingspremies voor de social profitsector.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2001, behoudens Hoofdstuk 5 dat van toepassing is vanaf 1 juli 1998, en is gesloten voor onbepaalde tijd.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt vanaf haar inwerkingtreding de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 december 2000 inzake het recht op de vrijwillige vermindering van arbeidsprestaties in het kader van de eindeloopbaan ("landingsbanen") vanaf de leeftijd van 50 jaar, het recht op zorgkrediet en het recht op loopbaankrediet.

De collectieve arbeidsovereenkomst van 1 juli 1998 betreffende de eindeloopbaan en het recht op vrijwillige uitstapregelingen in het kader van de eindeloopbaan, wordt hierbij opgeheven.

Ze kan door elk van de partijen opgezegd worden mits een opzeggingstermijn van zes maanden gericht bij een ter post aangetekend schrijven aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap.